

LA

SENTINELLE



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

BULLETIN TRIMESTRIEL DU BUREAU DE LA REPRÉSENTATION DE L'OMS AU BURUNDI
OCTOBRE - NOVEMBRE - DECEMBRE 2023



LA SANTÉ
POUR TOUS

« L'OMS œuvre pour la promotion de l'action menée au niveau mondial pour donner à chacun, partout, une chance égale de vivre en sécurité et en bonne santé ».



SOMMAIRE

Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIN, Représentant
OMS BURUNDI

Rédacteur-en-chef

Abd Razzack SAIZONOU

Rédacteur-en-chef adjoint/ Design-Graphisme

Grâce NTAHIRAJA

Conseillers à la rédaction

Dr Yao Kouadio Théodore

Collaboration :

Dr. Brondon Niguel VOULOFO
Dr. Yao Kouadio Théodore

EDITORIAL

ACTIVITES APPUYEES PAR L'OMS

- Don d'équipements médicaux et de bureautiques de l'OMS au PNSR/MSPLS
- L'OMS dote le HMK en équipements médicaux pour une meilleure prise en charge des mères et des nouveau-nés
- Le Burundi accueille l'atelier régional sur la Surveillance des Décès Maternels, Périnataux et Riposte en Afrique (SDMPR)
- Des MCAT plus efficaces et efficaces pour une meilleure santé des populations
- Lutte contre le Sida : Le Burundi engagé à laisser « les communautés diriger ».
- Elaboration du Plan de Transition COVID19 : Le Burundi en bonne marche !
- Prise en charge des diabétiques vivant dans des camps de déplacés au Burundi
- Le Burundi réaffirme sa détermination pour prévenir la résistance aux antimicrobiens (RAM)
- Santé et bien-être des personnes du 3ème âge : entre discipline personnelle et volonté politique !

PAROLE D'EXPERT

Entretien avec Dr. Brondon Niguel VOULOFO, Directeur Pays de l'ONG Global Peace Chain au Burundi. Il parle de la collaboration entre son organisation et l'OMS pour la santé et le bien-être des populations du pays.

A L'AFFICHE

Invité : Dr. Yao Kouadio Théodore. Coordonnateur de la planification des stratégies et politiques de santé pour la couverture sanitaire universelle au bureau pays de l'OMS au Burundi, il édifie sur l'appui de l'OMS au pays pour la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle.



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi



Suivez-nous sur Twitter:
<https://twitter.com/WhoBurundi>



Nous sommes aussi sur Facebook:
<https://facebook.com/OMSBurundi>

EDITORIAL



Dr Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au BURUNDI

Chers lecteurs, chères lectrices et chers partenaires,

En 2024 nous entamerons les six (06) dernières années pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD). Même si, grâce à la volonté collective, certains de ces objectifs sont (en cours d'être) atteints, force est de reconnaître que la communauté internationale et les Etats doivent consentir davantage d'efforts pour faire de notre monde un espace où chaque être humain dispose du minimum pour bien vivre et être en bonne santé.

C'est peu dire d'affirmer que l'atteinte des ODD est l'un des combats que les Institutions spécialisées du Système des Nations Unies, dans un esprit « ONE UN », mettent un point d'honneur à gagner. Et c'est cet esprit qui a guidé toute cette année 2023 les interventions de l'OMS en appui au Gouvernement pour tendre vers la Couverture Sanitaire Universelle.

Il n'est point besoin de revenir ici sur les différentes réalisations de cette année finissante, dont vous en avez eu de larges échos à travers nos publications sur les médias sociaux et nos bulletins d'information et de communication : OMS BURUNDI NEWS et LA SENTINELLE, dont vous avez sous les yeux le numéro de ce dernier trimestre de l'année.

Avant de vous laisser parcourir ses pages pour vous imprégner du contenu, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) et tous nos partenaires : l'Union Européenne, Japon, Jica, France, Belgique, USAID, Banque Mondiale, Allemagne, Suède, CDC Africa, GAVI, Fond Mondial, etc. pour la parfaite collaboration qui a caractérisé notre coopération pour la santé et le bien-être des Burundais et Burundaises.

Mes sincères remerciements également aux organisations non étatiques pour leur précieux accompagnement : La Fondation Bonne Action Umugiraneza de la Première Dame du Burundi, Global Peace Chain, Médecins Sans Vacances, MIDWIFE In Action, ALUMA BURUNDI, l'Association des Cardiologues du Burundi, l'Association des Femmes Médecins, l'Association des Pédiatres du Burundi, etc.

Ma gratitude renouvelée au personnel de l'OMS pour le travail accompli. Tout en comptant sur l'engagement de tous, je voudrais souhaiter que nous entrions dans l'année 2024 avec plus de conviction, d'empathie et d'abnégation pour progressivement parvenir à élever au niveau le plus haut possible l'état de santé de la population burundaise.

Excellente année 2024 en parfaite santé.



AUDIENCES DU WR



Dr. Xavier CRESPIIN et Dr. Ndoungou Salla BÂ.

Le 12 décembre, le Représentant de l'OMS au Burundi, le Dr. Xavier CRESPIIN, a reçu Dr. Ndoungou Salla BÂ, coordinatrice régionale des équipes MCAT (Multi-Country assignment team) pour l'Afrique. Au menu de leurs échanges : l'appui technique de l'équipe régionale au bureau pays de l'OMS sur la base du Plan de Travail de l'OMS au Burundi. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la réunion de coordination technique régionale MCAT/OMS tenue à Bujumbura du 13 au 14 décembre 2023.



Dr. Xavier CRESPIIN et Mme Andrea NOYES.

Rencontre le 13 décembre entre Dr. Xavier CRESPIIN et la cheffe du bureau régional d'OCHA pour l'Afrique de l'Est et australe, Mme Andrea NOYES. Le Représentant de l'OMS et son hôte ont échangé sur les défis et perspectives liés à la coordination des actions humanitaires au Burundi et dans la sous-région.



Photo de famille du Représentant OMS et ses hôtes.

Le Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments du Burundi est candidat au Programme de Pré qualification de l'OMS. L'équipe d'auditeurs venus de OMS HQ a été reçue le 18 décembre 2023 par le Représentant de l'OMS au Burundi, Dr. Xavier CRESPIIN.



DON D'ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX ET DE BUREAUTIQUES DE L'OMS AU PNSR/MSPLS

Dans le cadre du renforcement des capacités du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSP/LS), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait, le 23 décembre 2023, un don d'équipements de base au Programme national de la santé de la reproduction (PNSR) pour améliorer la qualité des soins maternels et néonataux dans les formations sanitaires avec comme objectif de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale au Burundi.

Au cours de la cérémonie de remise qui s'est déroulée dans les locaux de la Centrale d'achat des Médicaments du Burundi (CAMEBU), Dr. Xavier CRESPIE s'est réjoui de la bonne collaboration entre son institution et le MSPLS. Il a souhaité que ces équipements servent réellement à renforcer le système de santé du pays. Il a renouvelé l'engagement de l'OMS à continuer à soutenir les efforts du pays vers l'atteinte de la CSU.

Le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida a remercié l'OMS pour ce don qui va appuyer le pays dans ces efforts pour la santé maternelle, néonatale et infantile. Cette donation au PNSR faisait suite à celle récemment octroyée à l'Hôpital Militaire de Kamenge, toujours dans l'optique de contribuer à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant.



Dr. Xavier CRESPIE et la Ministre en charge de la santé lors de la cérémonie de remise de don.



Le Directeur du PNSR et la Directrice de la CAMEBU.

L'OMS APPUIE MIDWIFE IN ACTION AVEC UNE DOTATION D'ÉQUIPEMENTS

Après l'Hôpital militaire de Kamenge HMK et le MSPLS/PNSR, c'est au tour de l'association MIDWIFE In Action (MAA) de bénéficier de l'appui de l'OMS en équipements pour faciliter le travail des sages-femmes en vue de l'amélioration de la santé mère-enfant. La remise du don, un ordinateur portable et une imprimante, a eu lieu le 27 décembre à l'OMS. Occasion pour le Président de MIA de remercier l'OMS, par une distinction symbolique, pour ses précieux appuis afin d'améliorer les conditions de travail de l'association. Notons que l'OMS a appuyé MIDWIFE In Action dans la réalisation de plusieurs activités de renforcement des capacités des sages-femmes et de supervision des structures de santé dans le pays tout au long de l'année 2023.



Dr. Xavier CRESPIE remettant les équipements au Président l'association MIDWIFE In Action.



Le Représentant de l'OMS remettant un des équipements au Directeur de la HMK.

L'OMS DOTE LE HMK EN ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES MÈRES ET DES NOUVEAU-NÉS

« Au nom de mes quatre enfants ici présents qui fêtent leur premier anniversaire de naissance ce jour, je voudrais vous remercier du fond du cœur. Merci à l'Hôpital militaire de Kamenge pour les soins prodigués afin que survivent ces quatre enfants sur les six que j'avais mis au monde ce 13 décembre 2022. Merci à l'OMS et à son Représentant pour le soutien depuis les premières heures jusqu'à présent ». Très émue, dame Johali MUGISHAWIMANA exprimait ainsi sa joie et sa reconnaissance pour tout le soutien apporté à elle et à sa famille à la naissance de ses sextuplés. C'était ce 13 décembre 2023 à l'occasion de la remise officielle d'un important lot d'équipements médicaux à l'Hôpital Militaire de Kamenge à Bujumbura. Composé d'un incinérateur de dernière génération et de matériels de néonatalogie, le tout acquis grâce aux financements de la coopération japonaise et de l'USAID, ce lot d'équipements ultramodernes vise à renforcer les capacités de cet hôpital en matière de gestion des déchets biomédicaux hospitaliers et de prise en charge des mères et des nouveau-nés.

Un grand soulagement pour le Directeur de cet établissement sanitaire, le Général-brigade Dr. Marc NIMBURANIRA : « ce don d'équipements contribuera à relever pas mal de défis. Cet incinérateur électrique moderne et la formation offerte à nos techniciens biomédicaux sur son utilisation constitue un atout majeur répondant aux préceptes hygiéniques et environnementaux. Il permettra de préserver la bonne santé et œuvre pour un environnement sain. Quant aux matériels médicaux que nous venons d'acquérir, ils contribueront à réduire sensiblement la mortalité maternelle, néonatale et infantile. Ils permettront également d'augmenter la capacité d'accueil du service de néonatalogie et d'améliorer de manière substantielle la prise en charge de la santé des mères et des nouveau-nés, surtout les grossesses à risque », a déclaré le médecin militaire.

« Je me souviens encore de ma visite à cette famille en compagnie de l'équipe de l'HMK aux premières heures de l'admission de ces nouveaux nés (prématurés et de petit poids de naissance) et



de l'angoisse des uns et des autres. Mais grâce à la mobilisation de tous, on a pu sauver la vie de 4 d'entre eux... »

Prenant la parole, le Représentant de l'OMS a rappelé l'engagement de son institution à accompagner les efforts du Gouvernement et du peuple Burundais pour l'amélioration de la santé et du bien-être de la population. Dr. Xavier CRESPIEN a situé l'assistance sur le contexte de cette donation qui fait « partie des priorités de notre DR/AFRO (Dr MOETI) et de notre DG (Dr TEDROS) qui ne ménagent aucun effort pour mobiliser les expertises humaines et les financements pour appuyer les états membres à construire des systèmes de santé capables de répondre aux attentes des communautés.

Cette mobilisation de l'OMS aux côtés des Etats a été encore une fois de plus réaffirmée au cours de la célébration des 75 ans de l'OMS en avril dernier et tout récemment au Botswana au cours du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique. Cette volonté est aussi réaffirmée dans notre nouvelle stratégie de coopération pour la période 2024/2027 avec le Burundi, le tout en s'alignant sur les priorités sanitaires des hautes autorités du Pays telles que mentionnées dans le Plan National de Développement », a expliqué le Représentant de l'OMS et chef de file des partenaires financiers de la santé au Burundi.

Cependant si ce geste de l'OMS s'inscrit dans la droite ligne des directives des hautes autorités de

l'institution des Nations Unies chargée de la santé, il est à noter qu'un évènement spécial a favorisé la réaliser. En témoignent les propos de Dr. Xavier CRESPIEN : « Je me souviens encore de ma visite à cette famille en compagnie de l'équipe de l'HMK aux premières heures de l'admission de ces nouveaux nés (prématurés et de petit poids de naissance) et de l'angoisse des uns et des autres. Mais grâce à la mobilisation de tous, on a pu sauver la vie de 4 d'entre eux. C'est à la suite de cette visite que j'avais pris l'engagement d'accompagner la direction de l'HMK à renforcer la capacité du service de néonatalogie notamment. Presqu'un an après, nous avons tenu nos promesses en octroyant une formation à 2 staffs dont le Chef de service de Néonatalogie et un infirmier du même service en réanimation néonatale au centre hospitalier Sud Francilien à Paris ; et la remise de ces équipements médicaux avec l'appui financier de l'Ambassade du Japon. Notre espoir est que cet hôpital devienne encore plus performant dans le domaine de la néonatalogie notamment pour en faire une véritable structure de référence nationale », a souhaité le Représentant de l'OMS au Burundi.

« Notre profonde gratitude à l'OMS dont l'appui a permis de sauver la vie à quatre des six enfants nés dans cet hôpital, qui, grâce au don de ces équipements va continuer à améliorer la qualité de soins offerts à la population burundaise en général et aux mères et enfants en particulier ».



Les officiels posant devant l'incinérateur.



Dr Xavier CRESPIN remettant quelques présents à la famille des sextuplés (dont quatre ont survécu).

Agissant au nom du Ministre de la défense nationale, le Secrétaire Permanent, le Colonel Jean-Marie BARUMPISHE a tenu à saluer « ce signe éloquent du partenariat entre le Gouvernement de la République du Burundi et l'Organisation mondiale de la santé qui se traduit par la remise officielle d'un incinérateur moderne et des équipements médicaux au profit du peuple burundais. Notre profonde gratitude à l'OMS dont l'appui a permis de sauver la vie à quatre des six enfants nés dans cet hôpital, qui, grâce au don de ces équipements va continuer à améliorer la qualité de soins offerts à la population burundaise en général et aux mères et enfants en particulier », s'est réjoui le Secrétaire Permanent du Ministère de la défense. Le colonel BARUMPISHE a reconnu que malgré ce soutien considérable de l'OMS, il n'en est pas moins que l'Hôpital Militaire de la ville de Bujumbura fait encore face à plusieurs autres défis. Par conséquent, il en a appelé à la générosité des partenaires du Burundi en matière de santé afin qu'ils poursuivent leurs appuis pour le renforcement du système de santé du pays et partant pour la santé et le bien-être de la population. La cérémonie de remise du don de l'OMS à l'Hôpital Militaire de Kamenge s'est déroulée en présence du Secrétaire Permanent du Ministère de la défense, de la Directrice Générale de la santé au Ministère de la santé

publique et de lutte contre le Sida, du Représentant de l'OMS, de la Coordinatrice de l'équipe MCAT (Multi-Country assistance team) pour l'Afrique, du personnel de l'Hôpital Militaire, des quatre bébés nés il y a un an et de leurs parents, sans oublier les cadres du bureau pays de l'OMS au Burundi.



Une partie des équipements offerts au HMK.



LE BURUNDI ACCUEILLE L'ATELIER RÉGIONAL SUR LA SURVEILLANCE DES DÉCÈS MATERNELS, PÉRINATALS ET RIPOSTE EN AFRIQUE (SDMPR)

Du 21 au 24 novembre 2023, le Burundi a abrité l'atelier régional sur le renforcement des capacités pour la Surveillance des Décès Maternels, Périnataux et Riposte en Afrique (SDMPR). Près d'une centaine de personnes venues de 14 pays de la Région Afrique de l'OMS y ont pris part, encadrés par d'experts internationaux. Provenant des ministères de la santé, de l'OMS, UNICEF et UNFPA, les participants ont échangé sur les outils, les lignes directrices, les facteurs de réussite associés à la réponse à la SDMPR et obtenu des mises à jour de la part des Experts commis.

Après des échanges enrichissants en groupes et en plénières, les participants à l'atelier régional de Bujumbura se sont rendus sur le terrain en guise de pratique pour vivre l'exemple du Burundi en matière de surveillance des décès maternels, périnataux et Riposte. Répartis en 3 groupes, la centaine de participants ont visité l'hôpital Mpanda, l'Hôpital Militaire de Kamenge et la clinique Prince Louis Rwagasore. L'objectif est d'apprécier la mise en œuvre de la SDMPR dans ces établissements sanitaires du Burundi.

A l'issue de cet atelier, les pays disposeront d'un pool de formateurs pour renforcer leur système de SDMPR. Ce qui permettra d'améliorer la qualité des soins et la réduction des décès maternels et périnataux dans la région.

« La SDMPR est un outil indéniable et incontournable dans l'engagement de nos pays à réduire les taux de mortalité maternelle et périnatale et à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) », a déclaré Dr. Yao Théodore, délégué du Représentant de l'OMS au Burundi.





Photo de famille des participants à la réunion MCAT.

DES MCAT PLUS EFFICACES ET EFFICIENTES POUR UNE MEILLEURE SANTÉ DES POPULATIONS

Du 14 au 15 décembre 2023, le Burundi a abrité la réunion de coordination technique régionale des équipes d'affectation multi-pays (MCAT). Placée sous la direction des Représentants de l'OMS Burundi, de Madagascar, le délégué des Comores et la Coordinatrice MCAT au niveau du Bureau Régional AFRO, cette importante réunion a connu la participation des cadres de l'OMS AFRO et ceux du Bureau Pays du Burundi. Rassemblant les professionnels nationaux et l'équipe MCAT des trois pays (Burundi, Madagascar et les Îles Comores), cette rencontre visait à partager les expériences et identifier les besoins pour renforcer la coordination des appuis

techniques en matière de santé aux pays. A cet effet, plusieurs aspects ont été discutés, entre autres, les défis sanitaires des pays, les progrès dans la mise en œuvre des activités des programmes, le plan d'appui 2024-2025 des MCAT aux différents pays, le renforcement de la collaboration technique avec les clusters d'AFRO et la coordination MCAT.

D'enrichissants échanges ont été menés, à travers des travaux de groupes et des séances plénières pour aboutir aux activités pertinentes en vue d'appuyer le Burundi, les Comores et le Madagascar dans la mise



en œuvre de programmes prioritaires. Cette réunion MCAT a été aussi marquée par le partage d'expériences sur l'engagement des partenaires et la mobilisation des ressources au niveau des pays et d'AFRO. Des recommandations ont été formulées et les prochaines étapes définies. Dr Xavier CRESPIEN et ses homologues se sont réjouis de la tenue de cette réunion qui, à travers les priorités établies, va redynamiser les MCAT afin d'apporter des appuis efficaces et efficients aux pays pour le bien-être des populations.

Rappelons que les équipes MCAT ont été mises en place suite à l'organisation de la revue fonctionnelle effectuée dans les 47 pays de la région africaine de l'OMS (OMS/AFRO). L'objectif principal est de fournir un appui technique, dans des domaines programmatiques clés, à un groupe de 3 à 4 pays. A cet effet, onze pays hôtes ont été choisis pour abriter les MCAT, parmi lesquels le Madagascar qui héberge l'équipe d'experts couvrant le Burundi, les Iles Comores et Madagascar.

Les domaines fonctionnels couverts par les MCAT sont les fonctions qui

nécessitent un appui technique de haut niveau afin de mettre en œuvre des stratégies visant à atteindre les objectifs du programme général de travail de l'OMS. Ces domaines sont au nombre huit, à savoir : Santé reproductive, maternelle, Néonatale, Infantile, Adolescent et des personnes Agées (SRMNIAA) ;

VIH/Tuberculose/Hépatite (HTH) Maladies tropicales et à transmission vectorielle (TVD) ; Lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) ; Financement de la Santé, Nutrition et sécurité sanitaire des aliments (NUT), Système de prestation de service (SPS) et Diagnostique et laboratoires.



Dr. Xavier CRESPIEN entouré du délégué du Représentant des Comores (extrême gauche), la Coordinatrice MCAT (à sa droite) et le Représentant du Madagascar (extrême droite).



Vue d'ensemble des participants lors des travaux.



Photo de famille des Représentants des 3 Pays, la coordinatrice MCAT et la Ministre de la santé (milieu).



Vue d'ensemble des Représentants et délégués des Partenaires au développement.

LUTTE CONTRE LE SIDA : LE BURUNDI ENGAGÉ À LAISSER « LES COMMUNAUTÉS DIRIGER »

Ruyigi, ville de l'Est du pays, située à 170 Km de Bujumbura. C'est cet endroit au climat relativement froid que le gotha des intervenants dans la lutte contre le Sida se sont donnés rendez-vous pour célébrer la journée mondiale dédiée à la lutte contre cette maladie.

Autour de la Première Dame du Pays, SE Angéline NDAYISHIMIYE, les Représentants et délégués des institutions partenaires dont OMS, ONUSIDA, UNFPA, UNICEF, ONUFEMME, PEPFAR, Ambassade des Etats-Unis, etc. ont réaffirmé leur engagement à mettre fin à cette épidémie qui a fait et continue de faire tant de morts dans le monde et particulièrement en Afrique.

Un engagement collectif, ferme et très manifeste dans toutes les allocutions qui ont ponctué cette célébration.

Des mots de la Gouverneure de la province de Ruyigi à ceux de la Première Dame du pays en passant par les déclarations du Ministre de la santé, les témoignages du représentant de l'association des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), le discours du Chargé d'Affaire de l'Ambassadeur des Etats-Unis et celui de la Représentante de l'ONUSIDA au Burundi, il ressort l'urgence de renforcer la lutte pour faire du Burundi un pays exempt du Sida d'ici 2030.

Et l'une des trouvailles pour atteindre cet objectif c'est l'implication plus accrue des communautés dans

les efforts du pays pour l'éradication de la maladie. En témoigne le terme retenu cette année à savoir : « Laissons les communautés diriger ».

Soulignant le rôle vital des communautés dans la lutte contre l'épidémie, ce thème met en lumière la résilience des communautés, l'expertise et, surtout, l'engagement inébranlable envers l'objectif collectif de mettre fin au SIDA en tant que menace pour la santé publique.

« Chaque minute, une personne meurt du sida. Nous pouvons – et nous devons – mettre fin à la menace qu'il fait peser sur la santé publique d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, il faut mettre en application le thème de cette année et « confier le leadership aux communautés ».

Et c'est à juste titre que la Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso MOETI, déclarait dans son message à l'occasion de la JMS 2023 : « Le leadership des communautés a joué un rôle déterminant dans les étapes remarquables de la lutte contre le VIH et le SIDA. Les communautés touchées par le VIH, notamment les personnes vivant avec le virus, leurs familles, leurs amis et les militants, ont toujours été en première ligne de la riposte ». Des mots qui trouvent un écho favorable auprès de ceux du Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres, cité par la Représentante



de l'ONUSIDA au Burundi, lors de son allocution de circonstance : « ...Aujourd'hui encore, chaque minute, une personne meurt du sida. Nous pouvons – et nous devons – mettre fin à la menace qu'il fait peser sur la santé publique d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, il faut mettre en application le thème de cette année et « confier le leadership aux communautés ».

C'est grâce à elles qu'il sera possible d'éliminer le sida... C'est en soutenant celles et ceux qui sont en première ligne que nous gagnerons la lutte contre le sida. Le leadership des communautés doit donc être au cœur de tous les plans, programmes et budgets et de toutes les activités de suivi en lien avec le VIH ».

La célébration de la JMS 2023 au Burundi a été aussi l'occasion pour rappeler les avancées significatives enregistrées par le pays dans la lutte contre l'épidémie. « Nous le savons et le reconnaissons à chaque occasion et plus particulièrement en ce jour de célébration : le Burundi a fait des progrès remarquables dans la riposte au VIH... En effet, s'agissant de l'atteinte de la cascade des 3x95 chez les adultes, le Burundi présente les indicateurs suivants : 97% des personnes qui vivent avec le VIH connaissent leur statut, 100% d'entre elles sont mises sous traitement et 93 % parmi celles sous traitement ont une charge virale indétectable. Cela a valu au Burundi de recevoir en mars 2023 un prix PEPFAR pour être sur la bonne voie d'atteindre les cibles de l'ONUSIDA. Ces progrès se sont traduits par un impact

réel sur le nombre de nouvelles infections et de décès au Burundi qui, depuis 2010, a connu une des réductions les plus importantes de la région avec respectivement plus de 60% de réduction des nouvelles infections à VIH et plus de 70% de réduction de la mortalité liée au sida», s'est réjoui Mme Magarete Molnar-Ako.

Pour ce faire la patronne au Burundi de l'Organisation des Nations Unies dédiée à la lutte contre le Sida, au nom de ses homologues des autres agences du SNU, a tenu à exhorter les autorités nationales et les donateurs à soutenir les communautés et le travail incroyable qu'elles fournissent. « Les communautés du Burundi et du monde entier ont montré qu'elles sont prêtes, disposées et capables d'ouvrir la voie. Elles ont néanmoins besoin de voir disparaître les obstacles qui entravent leur travail et de disposer des ressources adéquates pour élargir leur contribution », a plaidé Mme Magarete Molnar-Ako. Comme pour répondre à l'appelle de la Représentante de l'ONUSIDA au Burundi, la Première Dame, son Excellence Angéline NDAYISHIMIYE, a réaffirmé la volonté du Gouvernement et son implication personnelle pour faire du Burundi un espace zéro Sida d'ici 2023. Elle en a profité pour témoigner la solidarité et le soutien du pays aux personnes vivant avec le VIH, aux associations de lutte à travers des dons de vivres, de non vivres et d'équipements informatiques et médicaux afin de renforcer leur engagement dans le combat contre le mal du siècle.



Vue partielle des participants à la célébration de la journée mondiale de lutte contre le Sida.



Photo de famille des participants.

ELABORATION DU PLAN DE TRANSITION COVID-19 : LE BURUNDI EN BONNE MARCHÉ !

S'il y a, au cours de cette dernière décennie, un phénomène de santé publique qui a fait tant de ravage, c'est bien sûr la COVID19, avec un bilan d'au moins 20 millions de morts en l'espace de deux ans, fragilisant ainsi les systèmes de santé des pays et l'économie mondiale. Le Burundi, comme d'autres pays du monde n'a pas été épargné des défis d'ordre sanitaires et socio-économiques de la pandémie de COVID-19. En répondant à cette pandémie, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a appris de nombreuses leçons tout en travaillant en étroite collaboration avec les différentes parties prenantes dont les partenaires au développement.

Bien que la COVID-19 ne constitue plus une urgence de santé publique de portée internationale, (l'OMS ayant déclaré la fin de cet état de fait le 05 mai 2023), la maladie continue d'avoir des répercussions sanitaires considérables dans le monde entier. Alors que la pandémie est entrée dans sa quatrième année, il est évident que le virus continuera à circuler dans le monde pendant longtemps encore, voire pour toujours.

En profitant de la dynamique créée depuis 2020, le

moment est venu d'investir, de pérenniser les acquis de la riposte à la pandémie et d'appliquer les enseignements tirés de cette pandémie et d'autres urgences sanitaires afin d'accroître la résilience des systèmes de santé des pays contre les épidémies, pandémies et autres chocs à venir. Ainsi, en vue de faire face à la situation actuelle et se tourner vers l'avenir, l'OMS propose aux pays de se doter d'un plan de transition pour la COVID-19 qui définit la manière dont les activités liées à la réponse devraient être gérées et intégrées dans la routine.

C'est dans ce cadre que le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS) à travers le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP) en collaboration avec les partenaires du secteur santé, en l'occurrence l'OMS, a organisé, avec l'appui technique et financier de l'OMS, un atelier d'élaboration du plan de transition de la COVID19.

Du 04 au 08 décembre 2023 donc, sous la houlette de deux Experts venus du Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique, les cadres du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) intervenant dans les urgences sanitaires et ceux du bureau de l'OMS au



Burundi se sont retrouvés à Gitega pour réfléchir sur la conception de ce document stratégique qui va aider le pays à intégrer la surveillance et la prise en charge de la Covid-19 dans les prestations de routine. C'est-à-dire qu'après la validation dudit plan de transition tous les aspects liés à la gestion quotidienne de la COVID19 y compris la vaccination feront partie des prestations usuelles des soins de santé primaires. Ainsi pendant les cinq jours de travaux en groupes et en plénières, les techniciens des urgences et les partenaires au développement ont scruté la situation globale de la COVID19 au Burundi en réfléchissant sur les objectifs et les résultats attendus du plan de transition tel que préconisés par l'OMS.



Vue partielle des participants lors des travaux de groupe.

Ils ont également discuté des mécanismes pour renforcer la surveillance génomique du virus de la COVID19 afin de détecter des probables mutations ; renforcer la notification de la COVID19 par l'intégration de la COVID19 dans le District Health Information System version2 (DHIS2) ; implémenter la vaccination contre la COVID19 dans la vaccination de routine et maintenir les

mesures préventives et promotionnelles pour la santé vis-à-vis de la COVID19.

Avec cette initiative, le Burundi fait partie des premiers pays à élaborer ce plan de transition qui se présente comme une nouvelle approche innovante et dynamique en matière de gestion des situations d'urgences sanitaires dans nos pays.



Les participants aux travaux de groupe sous la direction des Experts AFRO.



Contrôle de la glycémie à l'aide d'un glucomètre.

PRISE EN CHARGE DES DIABÉTIQUES VIVANT DANS DES CAMPS DE DÉPLACÉS AU BURUNDI

« Je suis diabétique, la vie ici est très dure, très compliquée », se plaint Jean Ndimurirwo, 68 ans, qui vit dans le camp des déplacés de Maramvya, près de Bujumbura au Burundi. Victime d'inondation, Jean a été délogé de chez lui par les eaux il y a trois ans. « C'était très dur de quitter le camp pour aller dans un quartier périphérique de Bujumbura rencontrer un diabétologue. Cela nécessitait des frais que je ne pouvais pas payer pour le transport, la consultation et les analyses médicales demandées ».

Diabétique depuis 23 ans, le sexagénaire a eu plusieurs complications l'année dernière qui ont nécessité l'intervention de spécialiste. « Je quittais le camp pour aller dans un quartier périphérique de Bujumbura rencontrer un diabétologue. C'est souvent dur car je n'avais pas toujours les moyens pour prendre le transport, payer la consultation et effectuer les analyses médicales demandées ».

Dans les camps de déplacés, comme celui de Maramvya qui accueille plus de 5000 personnes, l'accès aux meilleurs soins de santé demeure un défi, spécialement pour les personnes souffrant de maladies

chroniques comme le diabète. Pour relever ce défi, le Ministère de la santé du Burundi a lancé en février 2023 une initiative dénommée « Clinique mobile Maison des Jeunes » qui est menée dans les camps de déplacés et dans les communautés rurales.

Entre février et septembre, près de 6 000 personnes ont bénéficié de consultations médicales et de traitements gratuits grâce à la Clinique mobile avec l'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), grâce au financement du Gouvernement du Japon.

Durant la même période, près de 2 000 patients ont bénéficié d'examens de laboratoire, 680 femmes enceintes ont été prises en charge pour des échographies obstétriques et plus de 15 000 personnes sensibilisées à l'hygiène, au choléra, à la violence basée sur le genre, au paludisme, au diabète et à l'hypertension artérielle. Global Peace Chain Burundi fait partie des ONGs que l'OMS accompagne dans le cadre de cette campagne pour apporter de meilleurs soins de santé à ces populations vulnérables. « Les consultations gratuites dans les camps de déplacés revêtent une importance capitale car cela répond aux besoins médicaux des



populations vulnérables qui, autrement, auraient peu ou pas accès à des soins de santé adéquats », indique Dr Brondon Niguel Vouofo, Directeur Pays de Global Peace Chain Burundi.

Des consultations médicales aux conseils sur la santé sexuelle et reproductive, en passant par des échographies, des examens de laboratoire et des mesures de prévention et de dépistage des maladies transmissibles et non transmissibles, c'est tout un paquet de prestations de santé qui est offert aux personnes déplacées.

« L'appui de l'OMS Burundi nous permet d'atteindre un grand nombre de personnes dans les camps de déplacés, ce qui améliore grandement la qualité des soins offerts aux populations vulnérables », précise Dr Vouofo. « Les personnes dépistées pour des problèmes médicaux, y compris le diabète, reçoivent des soins médicamenteux appropriés et des conseils sur des régimes alimentaires appropriés et sur le mode de vie pour leur permettre de mieux contrôler la maladie. »

Au Burundi, l'hypertension artérielle et le diabète constituent des problèmes de santé publique et les deux pathologies sont fréquemment associées. D'après les données extraites du système de gestion des informations sanitaires DHIS2, le Burundi compte près de 38 000 diabétiques et plus de 98 000 personnes souffrant d'hypertension artérielle pour une population totale estimée à plus de 12 millions d'habitants.

« Depuis que les médecins viennent nous visiter dans le camp et nous faire bénéficier des consultations gratuites, je me sens soulagé », confie Jean. « Mon état de santé s'est amélioré et je suis satisfait. »

« Les campagnes de dépistage du diabète organisées dans les camps contribuent énormément à la lutte contre le diabète car même la population environnante bénéficie de ces actions. Ainsi la population connaît son statut à temps pour prendre des dispositions utiles », indique Dr Jean de Dieu Havyarimana, Directeur du Programme national intégré de lutte contre les maladies chroniques non transmissibles. Il relève qu'en l'absence d'un registre national de diabète et d'hypertension artérielle, ces campagnes leur sont d'une grande utilité. « Comme ça, nous alimentons notre base de données en matière de diabète, ce qui nous aide dans la planification. »

Dans le cadre de la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) dont le diabète, la représentation de l'OMS au Burundi apporte un appui multiforme qui inclut l'élaboration de stratégies et de politiques en les alignant sur les priorités du Burundi dans la dynamique de la Couverture sanitaire universelle (CSU).

« L'OMS dans sa politique pour l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle ne doit laisser personne derrière. Dans les camps de déplacés les gens vivent souvent dans des conditions très précaires avec peu ou pas de structures sanitaires.

Ce qui fait que si une attention particulière n'est pas accordée aux conditions de vie de ces populations, les déplacés qui souffrent des maladies non transmissibles peuvent connaître beaucoup de difficultés surtout en matière de prise en charge, mais aussi par rapport au dépistage précoce de ces maladies comme le diabète », déclare Dr Jérôme NDARUHUTSE, Chargé du programme MNT au bureau de l'OMS au Burundi.

Dans le pays, les défis pour une meilleure prise en charge des maladies non transmissibles dont le diabète sont nombreux. On peut citer entre autres le manque de planification et de gestion des ressources aussi bien humaines que financières, ainsi que l'accessibilité des soins surtout pour des couches vulnérables comme les personnes déplacées internes. Dans ces conditions, les campagnes de dépistage associées aux prises en charge dans les camps de déplacés apportent une lueur d'espoir pour les diabétiques qui y résident.

« Depuis que les médecins viennent nous visiter dans le camp et nous faire bénéficier des consultations gratuites, je me sens soulagé », confie Jean. « Mon état de santé s'est amélioré et je suis satisfait. »



Mr Jean Ndimurirwo.



LE BURUNDI RÉAFFIRME SA DÉTERMINATION POUR PRÉVENIR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS (RAM)

Comme il est de tradition chaque année, au cours du mois de novembre, le Burundi s'est joint aux autres pays du monde pour manifester, durant toute une semaine, son engagement à lutter résolument contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) et ses effets néfastes sur la santé.

Sous le thème « ensemble prévenons la résistance aux antimicrobiens, la semaine mondiale de sensibilisation à la RAM s'est déroulée du 18 au 24 novembre 2023, avec pour objectif premier d'encourager les parties prenantes à la lutte contre le phénomène dans une approche « une seule santé ».

Cette semaine vise également à mieux faire connaître le phénomène de la résistance aux antimicrobiens et encourager le public, les professionnels de la santé à adopter les meilleures pratiques pour y faire face.

Au Burundi, la semaine RAM a été marquée par plusieurs activités. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées à l'endroit des étudiants, des professionnels de la santé humaine, animale et environnementale, des acteurs des médias et des décideurs, pour susciter leur engagement dans la lutte contre la RAM.

La cérémonie officielle de lancement de la semaine de

sensibilisation à la RAM, organisée par le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) le 22 novembre 2023, a vu la participation des spécialistes du pays en matière de RAM et des partenaires au développement en l'occurrence l'OMS, la Délégation de l'Union Européenne et l'ONG américaine ICAP.

Cette activité ponctuée de discours et d'exposés a permis d'attirer l'attention du grand public sur la gravité de la résistance aux antimicrobiens et la nécessité de se mobiliser contre cette crise sanitaire mondiale.

A cette occasion, le délégué de l'OMS a rappelé les efforts conjoints consentis par la quadripartite : l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour lutter contre la RAM dans une approche « une seule santé ».

Dr. Alexis NIYOMWUNGERE a appelé les responsables politiques à accroître le financement pour combattre la RAM. Il a invité tout un chacun à adopter de bons comportements face à l'utilisation des médicaments et des antibiotiques.



L'INITIATIVE HÔPITAUX AMIS DES BÉBÉS (IHAB) EN BONNE VOIE AU BURUNDI



Photo de famille des participants.



Séance pratique lors de la formation.

Le Burundi se dote d'un pool de formateurs nationaux sur l'Initiative Hôpitaux Amis des Bébé (IHAB). La formation des prestataires des formations sanitaires s'est tenue du 14 au 16 novembre 2023 à Ngozi avec l'appui technique et financier de l'OMS et de l'UNICEF. Après la phase théorique, les prestataires des FOSA ont eu droit à des séances pratiques à l'hôpital régional de

Ngozi pour affiner leurs aptitudes en matière de soins maternels et infantiles.

Conçue par l'OMS et l'UNICEF, l'IHAB vise à soutenir, promouvoir et protéger l'allaitement maternel dans les maternités afin de réduire la prévalence de la malnutrition chronique au Burundi.

SITUATION DU RÈGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL (RSI) AU BURUNDI : DES PROGRÈS, MAIS DES EFFORTS RESTENT À FAIRE !

En dépit des défis encore existants, le Burundi a enregistré des avancées notables en matière d'application du Règlement Sanitaire International (RSI). C'est ce qui est ressorti des conclusions de l'équipe d'évaluation externe conjointe des principales capacités du pays en RSI.

Après 5 jours de mission, les experts RSI ont partagé le 24 novembre à Ngozi avec la partie nationale, les résultats de leurs investigations. Ils ont relevé les points forts et les faiblesses du pays en matière d'application du Règlement Sanitaire International. Ils ont également proposé des actions prioritaires en matière de Prévention et contrôle des infections, Communication des risques et engagement communautaire, vaccination, laboratoire, Points d'entrées, zoonose, urgence radiologique et nucléaire, etc. pour une mise en œuvre concrète et efficace du RSI au Burundi dans une approche « une seule santé ».

Le RSI a pour objet de prévenir la propagation internationale des maladies, de s'en protéger, de les



Vue d'ensemble des participants.

maitriser et d'y riposter par une action de santé publique limitée aux risques qu'elles présentent pour la santé des populations.



PAROLE D'EXPERT

Dr. Brondon Niguel VOUOFO

DIRECTEUR PAYS DE L'ONG GLOBAL PEACE CHAIN AU BURUNDI



« L'OMS met à la disposition de GPC du financement et l'expertise de son équipe pour nous accompagner dans nos interventions. Grâce à ces appuis de l'OMS nous avons significativement contribué à l'amélioration de la santé des communautés vulnérables ». **Dr. Brondon Niguel Vouofo.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de travail, l'OMS doit collaborer avec les acteurs non étatiques. Ceci est clairement indiqué dans le 13ème programme général de travail (2019 - 2023) : « L'OMS est, et restera, une organisation constituée d'états membres, mais les acteurs non étatiques font également partie des conceptions actuelles de la Gouvernance Mondiale ». Il s'agit des ONG,

d'associations, de fondations, etc. qui collaborent avec l'OMS de manière durable et systématique en servant les intérêts de l'organisation. Parmi celles avec qui l'OMS BURUNDI a collaboré étroitement en 2023, il y a l'ONG Global Peace Chain. Son Directeur Pays au Burundi, Dr. Brondon Niguel Vouofo parle du partenariat entre son organisation et l'OMS et surtout des résultats et impacts enregistrés. Entretien !



Parlez-nous de l'ONG Global Peace Chain dont vous êtes le Directeur pays au Burundi.

Global Peace Chain Burundi est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui a vu le jour en 2019.

Elle est membre du réseau Global Peace Chain, dont le siège est à New York. Notre organisation opère à travers toutes les provinces du Burundi, se concentrant sur quatre domaines clés : la santé, la nutrition, l'éducation et les urgences sanitaires.

Depuis la présence de l'ONG au Burundi, quelles sont les activités majeures que vous avez menées pour améliorer la santé et le bien-être des populations ?

Depuis 2019, nous nous engageons à sensibiliser les leaders communautaires, religieux et administratifs aux questions de santé, en mettant l'accent sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), la vaccination de la mère et de l'enfant, ainsi que la planification familiale (PF). Dans le cadre de la gestion des urgences sanitaires, nous offrons une gamme de services de santé intégrés gratuits à travers la clinique mobile de la Maison des Jeunes du Burundi, notamment des consultations médicales, des séances éducatives, des tests médicaux et des échographies obstétricales aux femmes enceintes, en mettant l'accent sur la prise en charge médicamenteuse gratuite, la construction des points de lavage des mains dans les formations sanitaires (FOSA).

Dans les différentes interventions de GPC pour apaiser les peines des populations en matière de santé, votre organisation est souvent appuyée par des partenaires, parmi lesquels nous pouvons citer l'organisation mondiale de la santé. De quels types de soutien bénéficiez-vous de l'OMS ?

Nous bénéficions de la part de l'OMS des appuis techniques et financiers dans nos différentes interventions. L'OMS met à la disposition de GPC du financement et l'expertise de son équipe pour nous accompagner dans nos interventions.

De façon concrète, quels sont les réalisations que vous avez pu accomplir grâce aux appuis de l'OMS dans l'intérêt sanitaire des communautés ?

Grâce aux différents appuis de l'OMS dans l'intérêt sanitaire des communautés, nous avons déjà réalisé :

- La formation de l'équipe en charge du fonctionnement du centre d'appel pour assurer le maintien de services SSR dans le contexte de la

covid-19 et le lancement officiel du centre d'appel à la Maison des Jeunes du Burundi.

- La formation et la sensibilisation en faveur des leaders de 70 organisations (115 représentants) et 45 jeunes influenceurs sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, l'importance de la vaccination des enfants et nouveau-nés, et la santé mère-enfant et la lutte contre les VBGs dans le contexte de la covid-19.
- La sensibilisation et la formation des leaders communautaires et administratifs locaux de la province de Makamba, Gitega et du district sanitaire du nord de Bujumbura-mairie sur leur implication dans le maintien des services santé reproductrice, y compris la vaccination chez la mère et l'enfant (PF ; CPN ; VBG) dans le contexte de la covid-19.
- La sensibilisation et la formation de leaders universitaires sur la santé sexuelle reproductive des jeunes et adolescents (SSRAJ) et leur implication dans le maintien des services de santé de la reproductrice, y compris la vaccination chez la mère et l'enfant (PF ; CPN ; VBG) dans le contexte de la covid-19.



Grâce à la clinique mobile, nous offrons une gamme de services de santé intégrés gratuits, notamment des consultations médicales, des séances éducatives, des tests médicaux et des échographies obstétricales aux femmes enceintes... »

- La campagne de sensibilisation sur les grossesses en milieu scolaire et l'hygiène menstruelle au niveau des différentes écoles.
- La formation et la sensibilisation des leaders communautaires et administratifs locaux des communes Ntakangwa et Kanyosha/zone Muyira sur les gestes barrières contre la covid-19 et la maladie d'Ebola.
- La mise en place des points de lavage des mains (dispositifs de lavage des mains) dans 10 FOSA identifiées (6 CDS et 4 hôpitaux) et la mise à disposition des produits désinfectants dans les districts de la zone d'intervention du consortium Enabel.
- La sensibilisation sur la vaccination de routine intégrant la vaccination contre la covid-19 au niveau des communautés de base, des sites de déplacés



internes et des populations prioritaires de la province de Bujumbura Mairie et rural.

- La campagne de santé via la clinique mobile dans les camps de déplacés de Sobel et Kinyinya2.

Quels changements palpables vos interventions ont-elles pu apporter aux populations en terme d'amélioration de leur état de santé ?

En termes d'amélioration de l'état de santé des populations :

- 6000 personnes ont été consultées gratuitement et prises en charge médicalement.
- 680 échographies obstétricales ont été réalisées.
- 2000 examens de laboratoire ont été réalisés.
- 15 450 personnes ont été sensibilisées sur la SR, PF, VIH/SIDA, Paludisme et VBG.
- 1130 kits de dignité ont été distribués.
- 334 enfants ont été dépistés pour la malnutrition, avec une prise en charge de la bouillie enrichie.



En 2024, nous souhaitons nous focaliser sur plusieurs aspects clés de la santé publique pour contribuer à l'évolution du Burundi vers l'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle »

Pour l'année 2024, sur quels aspects de la santé publique allez-vous focaliser pour aider le Burundi à évoluer vers l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle (CSU) ?

- En 2024, nous nous concentrerons sur plusieurs aspects clés de la santé publique pour contribuer à l'évolution du Burundi vers l'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Ces domaines incluront :
- Élargissement de la portée géographique : Nous chercherons à étendre notre présence et nos services médicaux dans des régions encore non couvertes, en veillant à atteindre les populations les plus éloignées et vulnérables du pays.
- Renforcement des services existants : Nous continuerons à améliorer et à renforcer les services médicaux offerts à travers notre clinique mobile, en mettant l'accent sur la santé sexuelle et reproductive,

la vaccination, la planification familiale, et la gestion des urgences sanitaires.

- Formation et sensibilisation : Nous prévoyons d'intensifier nos efforts de formation et de sensibilisation, notamment en renforçant les compétences des professionnels locaux de la santé et en sensibilisant les communautés sur l'importance des pratiques de santé préventives.
- Élargissement des partenariats : Nous chercherons à établir de nouveaux partenariats et à renforcer ceux existants, en particulier avec des organismes locaux, des institutions de santé, et d'autres acteurs clés, pour maximiser l'impact de nos interventions.

Sous quel hospice placez-vous, en tant qu'organisation non étatique, votre collaboration avec l'OMS pour accompagner l'institution dans le renforcement du système de santé du Burundi pour un réel épanouissement sanitaire des populations ?

En tant qu'organisation non étatique, notre collaboration avec l'OMS repose sur une relation de soutien mutuel visant le renforcement du système de santé du Burundi. Nous plaçons cette collaboration sous l'hospice d'une approche inclusive et complémentaire, travaillant en tandem avec les initiatives nationales de santé.

- Appuis techniques : Nous bénéficions de l'expertise technique de l'OMS pour affiner nos programmes, garantir leur alignement sur les normes internationales, et améliorer nos pratiques en matière de santé publique.
- Appuis financiers : Les appuis financiers de l'OMS jouent un rôle important dans la mise en œuvre de nos projets, permettant d'atteindre un plus grand nombre de personnes vulnérables et de renforcer notre impact sur le terrain.
- Coordination des efforts : Nous travaillons en étroite collaboration avec l'OMS pour assurer une coordination efficace avec d'autres acteurs du secteur de la santé, garantissant ainsi une approche holistique du renforcement du système de santé au Burundi.
- Partage des meilleures pratiques : En collaborant avec l'OMS, nous avons accès aux meilleures pratiques mondiales en matière de santé, ce qui contribue à l'amélioration continue de nos interventions et à la réalisation d'un réel épanouissement sanitaire des populations burundaises.

Cette approche collaborative vise à maximiser les ressources disponibles, à éviter les duplications, et à assurer une réponse efficace et durable aux besoins de santé de la population burundaise.

A L’AFFICHE

Dr. Yao Kouadio Théodore



Pendant les trois dernières années, il a été l’une des pièces maîtresses du Bureau Pays de l’OMS au Burundi. Jovial, affable et très serviable il est l’un des collaborateurs les plus proches du Représentant Dr. Xavier CRESPIN. Il, c’est bien Dr. Yao Kouadio Théodore. Médecin spécialisé en santé publique, il est le Coordonnateur de la planification des stratégies et politiques de santé pour la couverture sanitaire universelle.

A ce titre il a beaucoup œuvré, aux côtés du Représentant, à la réussite de la mission de l’OMS au Burundi à travers le renforcement du système de santé et l’accessibilité des soins de santé primaires aux populations. Bientôt admis à faire valoir ses droits à la retraite, Dr. Yao (comme tout le monde l’appelle au bureau de l’OMS Burundi) nous parle de l’appui de l’OMS au Burundi pour la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle. Interview !

QUESTION : Dr. Yao, cela fait plus de 20 ans que vous travaillez à l’OMS. Parlez-nous un peu de votre parcours ?

REPONSE : Effectivement, j’ai commencé au Bureau de l’OMS en Côte d’Ivoire le 1er novembre 2000. Après 10 ans au bureau de Côte d’Ivoire, j’ai rejoint l’équipe inter-pays pour l’Afrique centrale à Libreville au Gabon où je m’occupais de la lutte contre les Maladies Non Transmissibles (MNT). Je dois rappeler qu’au bureau de Côte d’Ivoire, j’étais chargé de la planification et du suivi de la mise en œuvre du plan de coopération entre

l’OMS et le pays et aussi du renforcement du système de santé. Après 2 ans passés au Gabon, l’opportunité s’est présentée pour aller rejoindre l’équipe du partenariat pour la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) au Mali. Je couvrais le Mali, le Sénégal et le Cap-Vert dans ce partenariat qui était financé par le Luxembourg. Du Mali, après 5 bonnes années, j’ai atterri au Burundi, toujours dans le cadre du partenariat pour la CSU, mais avec une reformulation de la description du poste en le transformant en Conseiller pour les politiques, plans et stratégies de système de santé pour aller vers la CSU.



QUESTION : Sur ces 23 années vous en avez passé au moins trois au Burundi, votre dernier poste, puisque vous partez à la retraite début 2024, quelles ont été vos principales responsabilités et réalisations au bureau pays de l'OMS au Burundi ?

REPONSE : Il y a eu pas mal de choses qui ont été réalisées au Bureau pays du Burundi avec à sa tête Dr. Xavier CRESPIEN. Il fallait qu'on puisse le soutenir dans l'exécution de ses fonctions et c'est ce que j'essaie de faire en apportant mon expérience pour la réussite de sa mission. Ainsi avec toute l'équipe nous sommes parvenus à reprendre les exercices d'élaboration des comptes de la santé pour montrer à tous les partenaires d'où vient l'argent qui finance le système de santé au Burundi, à quelle structure est-il destiné, à quoi sert-il et qui y contribue en réalité.

C'est une réalisation dont on peut être fier. On a réussi à mettre en place une équipe technique au Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) qui aujourd'hui peut conduire les exercices des comptes de la santé.

Au bureau du Burundi, il faut reconnaître qu'on a contribué à renforcer davantage l'esprit d'équipe et si je dois partir, je le ferais très satisfait d'avoir laissé sur place une équipe qui va continuer à travailler en synergie pour apporter un appui au pays dans le cadre du développement du système de santé. On a également réussi à élaborer, même si c'est un draft, une stratégie nationale de financement de la santé pour aller vers la CSU. C'est le préalable pour mettre en place un système d'assurance maladie universelle qui permettrait à tout citoyen burundais d'accéder aux soins de santé de qualité et à moindre coût. C'est un chemin qui est long, mais on a le mérite de l'avoir démarré et je pense que celui qui me remplacera prendra la relève pour que le Burundi puisse aller jusqu'au bout et mettre en place le mécanisme d'assurance maladie universelle avec la contribution des populations, mais qui soit moindre. Il faut donc un système qui soit financé en partie par l'Etat pour permettre à l'ensemble des citoyens d'accéder aux soins de santé de qualité sans que cela n'entraîne des dépenses catastrophiques et difficiles à supporter par le citoyen lambda.

Autre chose que nous avons réussi à faire c'est le renforcement de la coordination des partenaires de la santé à travers l'animation des cadres de concertation. Nous avons beaucoup contribué à l'animation du groupe des partenaires techniques et financiers. Toujours au niveau du Burundi, j'ai eu à coordonner aussi l'équipe des urgences en l'absence d'un titulaire à ce poste. J'ai apporté dans ce domaine mon modeste savoir à l'animation du groupe en appuyant le pays dans la

réponse à certaines épidémies, et non des moindres comme la COVID19, le choléra qui est devenue presque endémique au niveau du Burundi ; Il y a eu la gestion des alertes à Marburg suite à la découverte de quelques cas en Tanzanie et toute cette alerte à l'épidémie d'Ebola survenue en RDC et en Ouganda, deux pays avec des mouvements importants entre eux et le Burundi.

A tout cela je dois ajouter l'appui apporté au staff du bureau pays en termes de planification, de suivi de la mise en œuvre du plan de coopération entre le Burundi et l'Organisation mondiale de la santé, et également au niveau de la gestion financière. Je ne suis pas de l'administration, mais je crois humblement avoir servi le bureau pays du Burundi du mieux que je peux dans ce sens-là.

QUESTION : En votre qualité de coordonnateur de la planification des stratégies et politiques de santé pour la couverture sanitaire universelle, quel serait le mécanisme approprié que le Burundi pourrait adopter pour atteindre cet idéal de CSU ?

REPONSE : La Couverture Sanitaire Universelle à trois (03) grands piliers : d'abord les ressources financières ; ensuite les prestations de qualité et la population qui est couverte. Au niveau du Burundi le mécanisme qui pourrait marcher et que nous avons conseillé dans la stratégie nationale de financement de la santé c'est d'abord une mise en commun des ressources par la création d'une caisse commune. C'est vrai qu'il y a plusieurs initiatives de part et d'autre comme, par exemple, les mutuelles de santé, la CAM (Carte d'Assurance Maladie) qui a été initiée par le Gouvernement pour permettre aux populations les plus démunies d'avoir accès aux services de santé. C'est une carte subventionnée par l'état qui donne la possibilité à un ménage de six membres de payer 3000 FB pour bénéficier des soins de santé dont ils ont besoin. Cependant quand on met ensemble ces initiatives, elles ne couvrent que 06% de la population. Les 94% restant ne sont pas couverts. Il est donc question de trouver le mécanisme d'assurance maladie obligatoire qui permettrait à chaque citoyen d'accéder à une assurance subventionnée par cette caisse commune pour lui faciliter l'accès à des services de santé.

Pour un bon fonctionnement de ce mécanisme, il faudra un renforcement des services de santé, à commencer par le personnel formé pour dispenser les prestations. En effet l'un des défis auxquels fait face le Burundi, c'est la disponibilité du personnel formé. Aussi l'OMS a entrepris d'aider le MSPLS à faire le compte des personnels de santé pour savoir le nombre de personnels dont dispose le Burundi en termes de spécialités pour pouvoir dispenser des soins de santé et la répartition par niveau de soins, par région et par district.



Plusieurs autres partenaires notamment, la Banque Mondiale de même que l'Union Européenne et le Fonds Mondial s'intéressent à ce renforcement de la qualité des personnels pour les rendre disponibles à tout moment.

Si toutes ces conditions sont réunies à savoir : la disponibilité des personnels, la mise en commun des ressources chapeauté par une structure qui va être sous le contrôle du Gouvernement sont réunies, je pense que le Burundi pourrait facilement avoir réalisé un important progrès pour aller vers la CSU. L'autre pan c'est de décider de qui va bénéficier de l'assurance maladie.

C'est une assurance obligatoire. Il revient au Gouvernement d'identifier les personnes les plus démunies devant vraiment profiter de ces avantages.

Je dois ajouter que pour le bon fonctionnement de ce mécanisme, il faudra y inclure toutes les politiques de gratuité qui témoignent de l'engagement de l'état à vouloir financer la santé de sa population. Déjà l'état fait un effort en mettant au moins 10% de ce budget global dans la santé, mais on essaye d'activer pour qu'on puisse atteindre au minimum 15% conformément à la décision des Chefs d'états réunis à Abuja au Nigéria. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Les 15% ce n'est qu'un objectif. Il faut aller au-delà de cet objectif-là. Les autorités burundaises en ont pleinement conscience et c'est d'ailleurs pour cela que nous saluons la décision du Gouvernement d'organiser un dialogue national sur le financement de la santé et je pense que ce dialogue national avec ses quatre (04) objectifs répond parfaitement à ce que nous recherchons, c'est-à-dire plus d'argent pour la santé en mobilisant les ressources domestiques afin de ne pas dépendre uniquement des appuis des partenaires ; plus de santé pour l'argent disponible ; améliorer la qualité des prestations de santé pour répondre aux besoins de la populations. Et ça, le Gouvernement l'a bien compris. Il en est de même de la protection sociale en santé, c'est-à-dire le mécanisme assurantiel obligatoire pour que les populations soient protégées et être à l'abri de dépenses catastrophiques.

Le quatrième objectif c'est la gouvernance. Toutes ces belles initiatives ne peuvent réussir sans une bonne gouvernance au niveau du secteur de la santé. Si ces quatre objectifs sont réunis le Burundi sera en droite ligne pour atteindre la Couverture Sanitaire Universelle.

QUESTION : Quel est le plus beau souvenir que vous gardez de votre mission à l'OMS BURUNDI ?

REPONSE : Mon meilleur souvenir c'est l'esprit d'équipe que nous avons réussi à consolider. Une équipe compétente et dynamique, avec à sa tête un monsieur formidable, je veux parler du Représentant, le Dr. Xavier CRESPIEN. C'est un homme d'un grand cœur qui met

un point d'honneur à faire en sorte que les Burundais et Burundaises jouissent d'une très bonne santé.

J'ai rencontré plusieurs Représentants au cours de ma carrière, mais quelqu'un comme Dr. Xavier CRESPIEN, je n'en ai pas connu deux de son espèce. Que ce soit sur le plan de l'engagement professionnel ou sur le plan humain. Il a à cœur la réussite de la mission de l'OMS au Burundi en faisant en sorte que l'institution soit au premier rang en ce qui concerne la santé et du bien-être des populations. J'en garde un très grand souvenir. Et pour ça je lui tire un grand chapeau en lui disant merci pour tout ce qu'il fait pour l'institution et pour tous ses collaborateurs.

QUESTION : Je le disais un peu plus haut à partir de janvier 2024 vous serez admis à la retraite après 23 années de bons et loyaux services rendus à l'OMS dont 3 pour le compte du bureau pays du Burundi. En cette fin d'année 2023, que pouvez-vous souhaiter à OMS Burundi ainsi qu'à vos collègues que vous allez quitter bientôt pour que les divers appuis apportés au Burundi puissent renforcer le système de santé du pays et contribuer vraiment au bien-être souhaité de la population ?

REPONSE : Je voudrais souhaiter mes vœux les meilleurs à l'équipe de l'OMS au Burundi. Je leur souhaite une bonne santé pour mener à bien les objectifs que nous nous sommes fixés en maintenant toujours allumée la flamme de l'esprit d'équipe que nous avons construit et qui nous a animés pendant ces trois années que j'ai passées dans ce bureau de l'OMS au Burundi.

Je voudrais aussi souhaiter une bonne coordination, la clairvoyance pour pouvoir aider le pays à relever tous les défis dont on a parlé au cours de cet entretien, à savoir le défi des ressources humaines, le défi de la bonne gouvernance, le défis de la mise en œuvre des soins de santé primaires pour aller vers la Couverture Sanitaire Universelle. Je souhaite le meilleur à tous pour cette année 2024. Que la cohésion qui a régné pendant toutes ces années se poursuive pour soutenir le Dr. Xavier CRESPIEN dans sa mission de faire du Burundi un havre de santé et de bien-être pour la population tout entière.

QUESTION : Qu'est-ce qu'on peut vous souhaiter ?

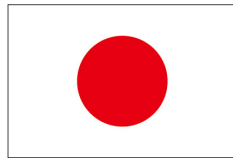
REPONSE : Que je puisse continuer à bénéficier de la grâce de Dieu pour une bonne retraite après 23 ans de service à l'OMS et 35 ans de vie professionnelle au bénéfice des populations africaines et mondiales. Que le Seigneur me permette de profiter d'un bon repos professionnel en parfaite santé.

Néanmoins je reste toujours disponible pour contribuer aux réflexions qui pourraient aider à la mise en place d'un système de santé fort et résilient pour répondre aux événements inhabituels de santé publique.



Partenaires

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.



BILL & MELINDA
GATES foundation





Organisation
mondiale de la Santé

Charte des valeurs de l'OMS

Nos valeurs
Notre ADN



Des personnes chargées de servir la santé
publique en toutes circonstances



Des professionnels visant l'excellence dans
le domaine de la santé



Des personnes intègres



Des collègues et des partenaires œuvrant en collaboration



Des personnes soucieuses des autres



Organisation Mondiale de la Santé

Bureau de la Représentation au Burundi
Boulevard de l'UPRONA, Rohero II
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



**Organisation
mondiale de la Santé**

Burundi